

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 79

Mercredi 21 septembre 1977

PRIX : 1 F

ÉDITORIAL :

Que signifie la réanimation de la revendication d'autonomie par les PC des Antilles

A l'approche des élections de mars 1978 et de la perspective pour la gauche d'accéder au pouvoir en France, une agitation politique inhabituelle autour du mot d'ordre d'autonomie démocratique et populaire est déclenchée par les partis communistes de la Guadeloupe et de la Martinique.

C'est ainsi que la « convention » réunie les 10 et 11 septembre à Sainte-Anne en Guadeloupe à l'initiative des partis communistes des Antilles et de la Réunion a regroupé une série de partis et d'organisations antillaises, guyanaises et réunionnaises qui ont affirmé leur volonté de « tout mettre en œuvre » pour créer les conditions d'un dialogue réel et favorable à la suppression du colonialisme et à l'accession de nos pays à un statut d'autonomie dans l'amitié avec la France ». Ils affirment aussi œuvrer pour la constitution de fronts... « à l'effet de rassembler le maximum d'anti-colonialistes dans la lutte pour l'autonomie ». C'est la réédition de la convention de Morne-Rouge de 1971.

Cependant, les partis communistes de la Martinique et de la Guadeloupe ne nous avaient pas habitués à un tel déploiement des banderoles autonomistes, surtout à l'approche d'élections législatives.

De gros titres dans leur presse, une campagne de graffiti sur les murs de Pointe-à-Pitre et de plusieurs communes, des ventes à la criée de l'Étincelle avec « autonomie » comme slogan principal sont des faits assez rares de la part de ces partis pour être notés. Bref, contrairement à leurs habitudes en période électorale, cette fois-ci, ces partis ont fait le choix d'agir ouvertement en faveur de l'Autonomie.

Bien sûr, c'est d'abord dans le cadre d'une arrivée probable de la gauche au pouvoir que les PC mènent une telle politique. Il s'agit pour eux de prendre l'initiative politique pour le changement de statut et d'apparaître comme l'interlocuteur valable d'un futur gouvernement de gauche qui engagerait le processus du passage des « DOM » à l'autonomie.

Cependant, même dans le cas où ce gouvernement de gauche ne mènerait pas cette politique, il est possible que les PC se battent réellement en vue de gagner l'autonomie, quitte à s'opposer à ce gouvernement.

Mais si les travailleurs antillais, ceux de la Guyane et de la Réunion ont intérêt à voir changer le statut de leurs pays qui sont colonisés depuis des siècles par la bourgeoisie française, ils n'ont aucun intérêt à faire confiance à des hommes et des partis tout prêts à penser pour eux, à agir et décider à leur place. L'autonomie que préconisent ces partis se borne à quelques avantages politiques supplémentaires qui ne changeraient en rien le sort des travailleurs. Ce n'est ni une « assemblée constituante », ni un « exécutif local », ni un « organisme de coopération avec la France » qui, à eux seuls, garantiront à l'ensemble des travailleurs un véritable changement.

Les PC, en se mobilisant sur la question de l'autonomie, fixent à l'avance une limite étroite à toute mobilisation populaire.

Pour changer réellement la situation aux Antilles comme dans les autres « DOM », il faut que cesse l'inégalité flagrante qui fait que toutes les richesses sont concentrées entre les mains de quelques-uns, il faut que les travailleurs s'emparent de l'ensemble des grandes propriétés et des moyens de production : terre et usines, exproprient les gros propriétaires et les sociétés anonymes, créent leurs propres organes de pouvoir révolutionnaires pour détruire la vieille société coloniale et ériger leur propre État.

Dans le même temps, pour mener à son terme le programme révolutionnaire, les classes laborieuses des Antilles, de la Guyane, de la Réunion devront se débarrasser du carcan colonial et conquérir l'indépendance.

C'est seulement en menant cette double lutte, contre le colonialisme, mais aussi contre toute forme d'exploitation capitaliste, que le prolétariat des dernières colonies françaises pourra se libérer vraiment. Ce n'est pas la voie choisie par les organisations réunies à Sainte-Anne les 10 et 11 septembre.

Guadeloupe :

bâtiment, où en est la grève

Cela fait sept mois que les ouvriers en bâtiment ont entamé un mouvement de grève à répétition ; ils n'ont toujours pas obtenu satisfaction.

Ils réclament :

- une augmentation de salaire de 13,95 % pour la période allant du 1^{er} septembre 1976 au 31 août 1977 ;

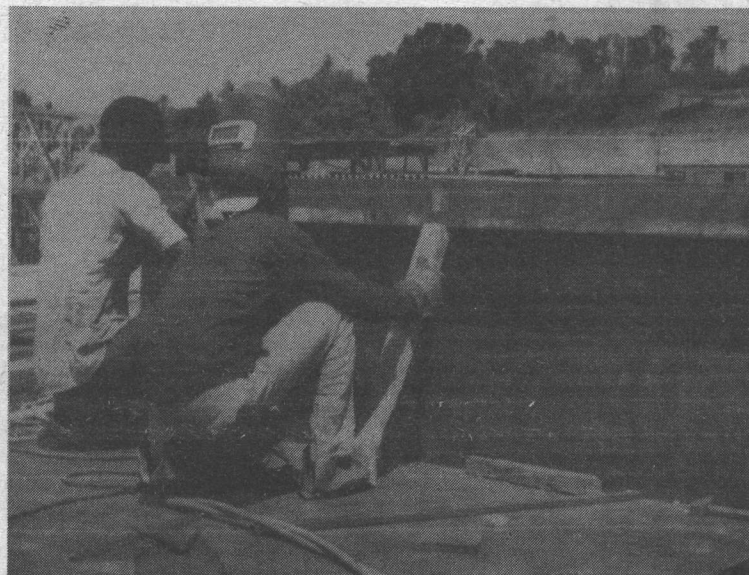
- l'attribution d'une prime de transport mensuelle et d'une prime de fin d'année ;

- la création d'une caisse de chômage.

Les patrons du bâtiment considèrent que de telles revendications sont exagérées et refusent toute augmentation supérieure au taux fixé par le plan Barre.

L'intersyndicale, qui regroupe les syndicats suivants : CGT, CFDT et FOBT, a organisé des conférences de presse ; il y a eu un défilé de voitures dans les rues de Pointe-à-Pitre pendant le mois d'août avec distribution de tracts à la population, et en ce moment, ces syndicats envisagent d'organiser une journée d'action générale au cours du mois de septembre.

Ainsi, malgré l'intransigeance des patrons, la grève des ouvriers du bâtiment reste très suivie, ce qui prouve que les travailleurs veulent se battre. Pourtant, la tactique de « harcèlement » utilisée par les syndicats est une tactique démobilisatrice. De l'aveu de l'in-



tersyndicale elle-même, après six mois de lutte, les ouvriers du bâtiment totalisent (selon un tract distribué à la fin du mois d'août) trente-deux jours de grève, soit une moyenne de cinq jours. Cela ne constitue qu'une toute petite égratignure pour les patrons, d'autant plus que ceux-ci arrivent à se rattraper avec les heures supplémentaires qu'ils obligent les travailleurs à faire.

Cette tactique des grèves à répétition ne s'est donc pas avérée

aussi efficace que le prétendait la direction de la CGT. Elle ne permettra pas aux travailleurs de venir à bout de la résistance patronale à moindres frais qu'une grève illimitée.

Et si la durée du conflit exprime que le mécontentement des ouvriers du bâtiment est grand, il reste que, exprimer que l'on veut gagner et que l'on est prêt à tout pour cela exige une plus grande mobilisation que la grève à répétition.

Martinique :

procès contre les licenciements à la Colas

Le procès des patrons de la Colas intenté par les ouvriers licenciés a été renvoyé au 2 octobre, les patrons ne s'étant pas présentés au tribunal le 1^{er} août.

Cela fait plusieurs mois que les ouvriers luttent pour la réintégration de leurs camarades licenciés sans que rien n'aboutisse. Après plusieurs journées de grève à répétition, après avoir utilisé la voie amiable (à savoir : proposer au patron de replacer les ouvriers dans différentes entreprises), les ouvriers ont décidé de traduire les patrons devant les tribunaux. Là encore les patrons n'ont pas jugé bon de se présenter. Ils montrent par là-même qu'ils ne respectent pas leur pro-

pre légalité et qu'ils se moquent des ouvriers.

Pour gagner ce combat les ouvriers n'ont pas à compter sur les tribunaux bourgeois. Ils doivent se donner d'autres perspectives et s'organiser en conséquence comme ils le faisaient au début de leur lutte. Pour obtenir la réintégration de leurs camarades licenciés ils doivent établir un rapport de force qui leur soit favorable.

Et cela n'est possible que s'ils prennent les patrons à la gorge. Ceux-ci ne céderont que s'ils sentent vraiment leur profit menacé. C'est là-dessus qu'il faut compter et non sur la clémence de juges bourgeois.

Seule leur lutte et leur mobilisation joueront en leur faveur et pourront faire céder les juges.

**COMBAT
OUVRIER
ET L'UNION
DE LA GAUCHE**

(Voir pages
intérieures)

Réponse au mépris de Doumenge : GRÈVE DES ENSEIGNANTS

LES syndicats de la FEN et le SNETP-CGT ont appelé les enseignants à faire grève le 15 et le 16 septembre, c'est-à-dire dès la rentrée.

A toutes les revendications déjà traditionnelles des syndicats enseignants, notamment le réemploi des auxiliaires, leur titularisation et l'arrêt de l'embauche des professeurs français, à tout cela s'est ajouté une revendication supplémentaire : la tenue des réunions paritaires pour la nomination des auxiliaires et suppléants.

En effet, le recteur Doumenge a fait procéder par les seuls services rectoraux à la nomination des auxiliaires, rompant ainsi avec des années de pratiques habituelles et revenant sur les acquis syndicaux.

Bien entendu, les conséquences de l'arbitraire rectoral se sont faites tout de suite sentir : des titulaires n'ont pas encore de postes, des auxiliaires ont reçu trois ou quatre affectations différentes, tandis que d'autres se retrouvent à quatre ou cinq sur le même poste. Mieux, personne ne sait en fonction de quel critère telle personne a été nommée et pas telle autre.

Les difficultés habituelles de la rentrée se sont donc trouvées ag-



gravées par la faute d'un recteur de combat.

C'est ce qui explique les raisons de la grève de la rentrée lancée par les syndicats. Plusieurs milliers d'enseignants ont participé à cette grève et de nombreux établissements ont été fermés le jeudi et le vendredi.

C'est dire l'impopularité des

mesures rectorales, puisque malgré les difficultés soulevées par une action effectuée dès la rentrée, la grève a été bien suivie.

C'est sur cette base-là que la lutte doit se poursuivre, pour exiger du recteur un emploi pour tous, la titularisation des auxiliaires et le respect des acquis syndicaux.

L'allocation de rentrée une mesure démagogique

Le gouvernement vient de porter à 450 F l'aide exceptionnelle de rentrée qui était l'an dernier de 250 F.

Il reconnaît donc l'importance et l'augmentation des dépenses occasionnées par la rentrée scolaire, et il est vrai que cette aide permettra à de nombreuses familles de mieux affronter la rentrée.

Cela dit, il faut voir cette aide non comme une largesse du gou-

vernement français mais surtout comme une mesure démagogique et électoraliste.

En effet, cette aide qui intervient en période pré-électorale est entièrement financée par les caisses d'allocations familiales, les caisses de l'Etat n'ont absolument rien à déboursier. De plus, elle ne permettra pas de couvrir l'ensemble des dépenses occasionnées par la rentrée scolaire (le prix des livres a considérable-

ment augmenté) et de nombreuses familles, du fait des conditions d'attribution en seront écartées (50 % en France et le pourcentage pour les Antilles est beaucoup plus élevé).

Alors, il n'est pas difficile, en période pré-électorale, pour soigner sa clientèle et tenter de s'attirer de nouveaux suffrages, de se montrer larges sans avoir à déboursier un seul sous !

Guadeloupe L'insécurité routière grandit : us seul responsable l'administration coloniale

DURANT les mois de juillet et août, on a assisté en particulier en Guadeloupe, à une recrudescence du nombre d'accidents de la route.

On compte 27 morts et plus de 300 blessés pour ces deux derniers mois.

Devant le nombre des accidents, les tentatives d'explication se sont multipliées.

Au début de chaque week-end, FR3 en appelait à la vigilance des conducteurs ou bien encore France-Antilles réservait tout une page de son quotidien pour dispenser des conseils aux élus municipaux.

Dans l'ensemble, tout le monde est unanime à déplorer une certaine désinvolture dans la façon de conduire de beaucoup de conducteurs, qui les amène à prendre des risques, non seulement

pour eux-mêmes, mais aussi pour ceux qu'ils rencontrent sur les voies publiques, piétons tout autant que cyclistes et conducteurs de voitures.

Mais, s'il n'est pas question de chercher à excuser une telle attitude irresponsable, il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure. La société coloniale dans laquelle nous vivons n'encourage en rien les individus à se comporter en être responsables. Elle transforme les habitants de ce pays en assistés, n'ayant aucune responsabilité, et qui doivent se contenter de succédanés pour manifester leur fierté à défaut de leur responsabilité : les belles voitures, la vitesse, et la conduite dite « décontractée » par exemple.

Mais il serait trop facile de fai-

re retomber sur les seuls conducteurs la responsabilité des nombreux accidents mortels qui ont eu lieu ces derniers temps en Guadeloupe.

L'Etat et son administration coloniale avec leur incurie habituelle, encore plus grave en pays colonial, sont les principaux responsables de ces drames de la route qui défraient aujourd'hui la chronique. Et cela à plusieurs titres. Il faut remarquer que le nombre de véhicules en circulation en Guadeloupe ne cesse d'augmenter depuis quelques années. On en serait à quelque 50 ou 60.000 véhicules en circulation sur un réseau routier qui n'a pas beaucoup changé depuis dix ans. Ce réseau est actuellement nettement insuffisant. Et quand l'administration des Ponts et Chaussées

se construit de nouvelles routes ou améliore les anciennes, c'est pour finalement créer de véritables pièges pour les conducteurs.

Personne n'ignore que bon nombre d'accidents résultent de la présence de « nids de poule » ou bien de chaussées déformées et non stabilisées, ou bien encore de construction de carrefours ou de voies de raccordement, défilant tout bon sens.

Dans la seule région de Pointe-à-Pitre - Abymes, il existe déjà plusieurs exemples célèbres autant que sinistres car ayant été la cause de multiples accidents, souvent mortels. L'obstruction de la RN5 pour faire passer la rocade, la bretelle permettant l'accès à la cité du Raizet, le poteau de feux tricolores placé en plein milieu de la route des Abymes,

font partie de ces tristes exemples.

Et là il s'agit bien de réalisations prévues, analysées, étudiées par des « spécialistes » des services préfectoraux, de la DDE (Direction départementale de l'Équipement). Et ce sont ces « spécialistes » ingénieurs et autres fonctionnaires coloniaux qui, sous les directives d'une administration coloniale peu scrupuleuse, sont responsables de la construction de tels « ouvrages ».

Mais au fond, il n'y a rien d'étonnant à tout cela. Que de hauts fonctionnaires coloniaux se contentent de « tirer deux ans aux colonies » et participent pendant ce temps à des travaux défectueux au point de causer la mort d'hommes est tout à fait dans la norme du système.

POSITIO sur la gauche

LA vie politique a été et restera marquée par la proximité des élections législatives. En effet, les prochaines élections se dérouleront en mars 1978.

Ce qui donne une certaine importance à ces législatives, c'est que chacun y voit une probabilité très grande d'une victoire de la gauche conduite par Mitterrand.

En effet, lors des élections municipales, on a assisté à une poussée à gauche en France, poussée qui s'est traduite par une victoire de la gauche PC et PS à ces élections.

Dès lors le climat politique était conditionné par ce fait. La majorité de droite qui gouverne voit ainsi s'approcher une échéance qui, pour elle, risque de se traduire par une nouvelle défaite électorale en 1978. Défaite qui entraînera comme conséquence l'arrivée au gouvernement de la gauche.

Les grandes manœuvres des partis, de droite comme de gauche, ont commencé. En fait, la campagne des législatives a déjà commencé. A droite, on essaie de recoller les morceaux d'une majorité divisée en partisans de Chirac et de Giscard.

QU'APPORTERA UNE VICTOIRE ELECTORALE DE LA GAUCHE EN FRANCE ?

A gauche, Mitterrand est le seul maître du jeu politique. Il sera, en cas de victoire de la gauche, le chef du prochain gouvernement. Cet ancien ministre de onze gouvernements bourgeois de la IV^e République a fait peau neuve en devenant « socialiste ». Il bénéficie du soutien d'un Parti Socialiste qui représente une fraction impor-

tante de l'électorat, mais aussi celui du Parti Communiste. Les communistes ont le désir avoué d'arriver au gouvernement et de devenir un parti comme les autres. Ils veulent avoir la possibilité comme n'importe quel parti bourgeois, de fournir à la bourgeoisie des ministres. Pour mieux y parvenir, ils se sont mis dans le sillage de Mitterrand. Mais aujourd'hui, ce ne sont pas les communistes qui dictent une politique à Mitterrand mais bien celui-ci qui impose au PC français ses conditions et l'imposera encore plus s'il est demain chef du gouvernement.

Et les péripéties actuelles qui font apparaître le PCF comme intransigeant face au PS ne changent rien au fond de la question. Les chances du PCF d'aller au gouvernement dépendent de la seule bonne volonté du PS et de Mitterrand en cas de victoire électorale de la gauche en 1978.

Les communistes font croire aux travailleurs que ce gouvernement de gauche va être à leur service. Ils disent aux travailleurs que ce gouvernement va gouverner en leur faveur. Il y a là une tromperie manifeste. Ce gouvernement même s'il est de gauche, même s'il comprend des communistes, sera tout simplement un gouvernement chargé de gérer les affaires des patrons, de la bourgeoisie.

Il ne peut en être autrement. Car l'Etat que vont diriger les socialistes et les communistes, ne va pas changer du fait que ceux-ci auront remplacé les gaullistes et les giscardiens qui le gouvernent aujourd'hui. Cet Etat qui est aujourd'hui au service des patrons, des riches, des grands capitalistes, ne changera pas si c'est Mitterrand qui le dirige. Il aura toujours sa police.

AMIS, SYMPATHISANTS, LECTEURS DE MARTINIQUE ET DE GUADELOUPE

Nous publions en Guadeloupe et en Martinique un supplément bi-hebdomadaire qui paraît tous les mercredis et samedis. Ce supplément permet

d'analyser au fur et à mesure les événements de l'actualité sur le plan local comme à l'échelle internationale, complétant ainsi notre mensuel. Réclamez-le auprès de nos militants !

N DE COMBAT OUVRIER

et sur les prochaines élections législatives

ses gendarmes, ses « képis rouges » dont les armes seront toujours, comme aujourd'hui, dirigées contre les travailleurs et contre les pauvres qui cherchent à changer leur sort.

La justice, les tribunaux inflexibles à l'égard du pauvre et pleins de mansuétude et de compréhension pour les riches, cette justice restera la même qu'aujourd'hui.

Et la richesse, et les privilèges ? Ils resteront détenus par les mêmes, les capitalistes. Les terres, les usines, les banques seront comme aujourd'hui la propriété des riches, des bourgeois.

COMBAT OUVRIER PRESENTERA DES CANDIDATS AUX LEGISLATIVES DE 1978

Notre position vis-à-vis de la gauche signifie-t-elle que nous, Combat Ouvrier, sommes indifférents à ce qui se passera en 1978 aux élections législatives ? Il n'en est rien.

Tout d'abord notre tendance présentera ses propres candidats, comme elle l'a toujours fait par le passé. Nous voulons, en présentant des candidats révolutionnaires, permettre que les travailleurs qui en ont assez de la droite et qui pourtant se méfient de Mitterrand et de la gauche le disent. Il n'y aura qu'un seul moyen aux Antilles d'exprimer cette méfiance envers la gauche sans soutenir la droite — RPR et giscardiens —, ce sera en votant pour les candidats révolutionnaires. Ceux-ci seront présents dans les six circonscriptions de Guadeloupe et Martinique.

Leur méfiance, les travailleurs devront l'exprimer non seulement vis-à-vis des partis de la gauche française, mais encore vis-à-vis des partis qui, ici, représentent cette gauche française. Il s'agit essentiellement du Parti Communiste Guadeloupéen, Martiniquais, du PPM, du Parti Socialiste Martiniquais et de ceux de Guadeloupe (MSG). Ces partis soutiennent la gauche française et propagent l'idée que la gauche au pouvoir en France permettra plus facilement l'émancipation des Antilles. Ils mettent en avant l'idée d'une décentralisation administrative (les socialistes) ou de l'autonomie (cas des PCM et PCG et du PPM).

DECENTRALISATION OU AUTONOMIE ? LES LIMITES DE LA GAUCHE ANTILLAISE

Décentralisation ou autonomie, il ne serait question que de changements de façade.

Sur le plan politique, on pourrait assister à la création d'une assemblée locale aux pouvoirs limités et au nom pompeux, destinée à laisser croire qu'enfin la « métropole » tient compte des aspirations nationales des peuples des Antilles.

Mais pour l'essentiel, la situation ne changerait en rien. Les grosses propriétés seraient toujours aux mains des békés et grandes sociétés françaises. Le commerce resterait dominé par quelques rois du négoce. Les salaires des travailleurs seraient misérablement bas comme actuellement. Toute l'économie resterait tournée vers la satisfaction de la métropole : canne et banane resteraient les productions dominantes d'une agri-

culture orientée vers l'enrichissement d'une poignée de gros propriétaires fonciers. L'industrie touristique continuerait à ne fournir que des richesses qui s'accumulent dans des coffres situés hors des Antilles, ne contribuant en rien au développement de ces pays.

POUR UN CHANGEMENT AU PROFIT DES TRAVAILLEURS

Les partis de gauche parlent de changements. Eh bien ! nous pensons qu'il y a effectivement des changements à faire. Mais quels changements et comment les opérer ? Ces questions sont essentielles pour l'avenir des Antilles. Il importe que les travailleurs : ouvriers, paysans, petits commerçants, artisans donnent au premier chef leur réponse à ces questions. Le premier changement à faire, c'est que la parole soit enfin donnée aux peuples de Martinique et de Guadeloupe. C'est que les informations politiques, économiques et sociales circulent dans les masses populaires.

Le premier changement c'est que tous puissent à la lumière de ces informations s'organiser, décider de ce qu'il y a à proposer et entreprendre pour les Antilles.

Ce n'est pas la gauche française qui devra décider de notre sort ici, même s'il était vrai qu'elle veuille faire quelque chose.

La seule chose qu'elle puisse faire et là-dessus elle ne s'est jamais engagée — pas plus Mitterrand que Marchais — c'est enlever des Antilles toutes

les forces de répression qui y sont stationnées, c'est mettre les grands moyens d'information : journaux, radio, télévision aux mains des organisations populaires ouvrières et paysannes (politiques, syndicales et culturelles) de Guadeloupe et de Martinique.

PREPARONS NOUS-MEMES NOTRE AVENIR

L'avenir, ce sont les travailleurs de ces deux pays qui en décideront eux-mêmes. Nous sommes suffisamment majeurs pour décider nous-mêmes de notre sort.

Telle est la politique que nous, Combat Ouvrier, entendons suivre dans la prochaine période. Nous disons d'accord pour un changement, mais un changement réel placé sous le contrôle des travailleurs. Nous n'avons pas confiance dans le changement que vous, partis de gauche — PCG, PCM et PPM — proposez. Car vous le faites dépendre de la bonne ou mauvaise volonté d'une gauche, dirigée de surcroît par un politicien bourgeois, en qui nous n'avons nullement confiance. Une gauche qui s'apprête à aller gérer les affaires des capitalistes français qui ont ici aussi des intérêts à défendre.

Nous appellerons donc les travailleurs au premier tour des élections de 1978 à ne pas faire confiance aux partis de gauche socialistes, communistes et progressistes. Nous appellerons les travailleurs à utiliser le premier tour des élections pour exprimer leur méfiance envers cette gauche incapable de pren-

dre ses responsabilités dans la lutte contre le colonialisme. Il faut condamner sans hésiter la politique qui consiste à attendre une amélioration ou une transformation politique ici aux Antilles d'un changement de gouvernement en France. Nous appellerons à la méfiance envers une gauche qui traîne les travailleurs d'élections en élections en leur disant : « La prochaine fois, la gauche passera en France », langage qu'ils tiennent depuis vingt ans.

Nous appellerons à exprimer non seulement la méfiance, mais à dire aussi une chose capitale pour l'avenir : que c'est ici que notre sort sera décidé et non en France. A dire que c'est nous seuls, travailleurs de Guadeloupe et de Martinique, qui avons la clef de notre propre situation. Ceux qui pensent qu'il faut compter sur les autres pour changer leur propre sort, ceux-là se trompent et trompent les travailleurs.

Et l'avenir, pour nous, Combat Ouvrier, il ne fait pas de doute qu'il passera par la prise en main de notre propre destin, par nous-mêmes.

Comme toutes les anciennes colonies dans le monde, Martinique et Guadeloupe deviendront indépendantes. Nous y croyons plus tôt et plus fortement que beaucoup d'autres, mais nous ne faisons que nous fier pour cela aux leçons de l'histoire de ces trente dernières années.

Ceux qui eux aussi veulent préserver l'avenir, ceux-là nous soutiendront et auront une raison supplémentaire de voter pour des candidats révolutionnaires ayant exprimé clairement leur choix pour cet avenir.

Elections sénatoriales :

Basse cuisine politique sans intérêt pour les travailleurs

LES élections sénatoriales du 25 septembre ont déjà donné lieu à toute une série de magouilles tant en Martinique qu'en Guadeloupe.

Pour chaque île, deux sièges sont à pourvoir, sinécures grassement payées (15.000 F par mois) pendant neuf ans, sans aucun risque, sans oublier la possibilité d'arrondir les fin de mois en se montrant « compréhensif » à l'égard de certains capitalistes.

En Guadeloupe, socialistes et communistes ont décidé de présenter ensemble deux candidats : Dagonia, actuel président du Conseil général pour les socialistes, et Gargar, sénateur sortant pour les communistes. Voilà qui paraît simple ; tout se complique lorsqu'on se tourne vers la droite et qu'on s'aperçoit qu'elle soutient... « deux hommes de gauche » : Bernier qui, à vrai dire, a fait le grand saut depuis longtemps, et Charles Gabriel qui entend se faire le champion du « départementalisme ». Voilà donc ce dernier passé allègrement de la tendance Jaltou, dont il est le suppléant, aux côtés de Bernier et Jabbour. Les socialistes guadeloupéens de tout poil nous avaient habitués aux spectaculaires retournements de veste et aux magouilles de toutes sortes. Charles Gabriel n'a pas fait à la tradition.

En Martinique, les clivages sont apparemment plus nets : ainsi la gauche, PCM et PPM, présente conjointement deux candidats : Gratiant et Désiré.

A droite, en revanche, les basses manœuvres se multiplient.

La première de celles-ci a été l'éviction brutale des deux sortants : Duval et Marie-Anne. En

effet, les partis de droite ont décidé de ne pas les représenter au scrutin du 25 septembre, leur préférant Valcin et Roger Lise.

Non que la droite ait quoi que ce soit à reprocher à Duval et Marie-Anne, car ils ont été les fidèles défenseurs du colonialisme français au Sénat.

Quoi d'étonnant que les Valcin et autres Roger Lise (maire de

Case-Pilote) se soient estimés eux-mêmes aussi capables d'être candidats que d'autres et aient fait un croc en jambe à leurs fidèles compagnons d'hier.

Mais cela ne s'arrête pas là. Sont aussi sur la ligne de départ, maître Lucien, conseiller général du Robert, et Emica, journaliste de son état, que l'odeur de la soupe a attirés. Ces deux derniers s'en vont clamant qu'il faut

des hommes nouveaux et compétents, tandis que les autres seraient des « affairistes de la politique ».

Quoiqu'il en soit, ces élections sénatoriales (qui se déroulent avec en arrière-fond la perspective de mars 1978), si elles mettent à jour la vénalité de bien des élus locaux, n'intéressent en rien l'avenir des travailleurs, qui ne sont d'ailleurs pas consultés.

Martinique :

Quand Renard appelle à la répression

MICHEL RENARD, le maire réactionnaire du Marigot s'est encore signalé à l'attention du public pendant les vacances.

Ce spécialiste de l'étouffement des libertés publiques, non content de sévir au Marigot, se sent pousser des ailes et s'en prend aux fonctionnaires.

Contre les militants politiques de gauche et les syndicalistes dans la Fonction publique, Renard

ne voit qu'une solution : les déporter en France, où ils seront « dans l'impossibilité de nuire ».

Pour Renard, quiconque ne vante pas les bienfaits de la mère-patrie, quiconque n'est pas un « beni-oui-oui », est un dangereux trublion qui « paralyse l'action de l'Etat et du gouvernement ».

Renard aurait pourtant bien tort de se plaindre car le gouvernement, l'administration et l'Etat

font tout ce qui est en leur pouvoir pour tracasser et réprimer les fonctionnaires.

Le dernier cas en date est celui du professeur Holo, militant du GRS et syndicaliste que le recteur Doumenge a radié de l'Education nationale parce qu'il avait été condamné à une amende de 600 F par la justice.

Devant les protestations, Doumenge a reculé et réintégré ce

sur la liste des titularisables, comme il y a droit.

On voit bien que Renard n'a donc pas d'inquiétudes à avoir : ses maîtres sont là, attentifs et ont l'oreille à tout.

Et les appels à la répression de Renard doivent être pris pour ce qu'ils sont : les excès de zèle d'un défenseur du système colonial qui ne veut pas qu'on l'oublie.

La guerre Ethiopie-Somalie :

Un héritage de l'impérialisme assumé par les nationalistes

LES affrontements qui depuis deux ans opposaient les combattants du Front de Libération de la Somalie de l'Ouest (FLSO) et l'armée éthiopienne viennent de s'aggraver au cours du mois dernier par l'intervention des forces régulières de la Somalie au côté du FLSO. Avec cette guerre, la presse internationale feint de découvrir le problème de l'oppression nationale que subissent les Somalis.

Mais cette oppression ne date pas d'hier. Elle existe depuis bien longtemps. Les Italiens ont occupé l'Ogaden et opprimé les Somalis jusqu'en 1941. Défaits, les Italiens cédèrent la place aux Anglais qui restèrent jusqu'en 1948. A cette date, sans tenir compte de la population qui vivait sur le

territoire de l'Ogaden, ceux-ci le cédèrent aux Ethiopiens. Car, à ce moment-là, les Anglais voulaient mettre sur pied dans la région une puissance militaire capable de contrôler le passage qui commande l'accès de la Mer Rouge et du canal de Suez. L'Ethiopie et Haïlé Sélassié qui la dirigeait, paraissaient suffisamment stables pour remplir ce rôle. D'où le cadeau que leur firent les Anglais en 1948.

Ainsi donc les puissances coloniales ont procédé à l'époque coloniale à des découpages territoriaux ne tenant nul compte des habitants, mais seulement de leurs intérêts de grandes puissances. Ce sont elles qui avaient créé la situation qui a conduit à la guerre, et en portent la principale responsabilité.

Les nationalistes qui dirigent ces pays acceptent l'héritage colonial, pire, ils la gèrent. Ils excitent les deux peuples l'un contre l'autre. Ils sont incapables de proposer aux différentes ethnies qui vivent dans ces régions un programme politique leur permettant de cohabiter. Car cela demande une toute autre optique que l'optique nationaliste. Le nationalisme conduit à l'oppression des minorités nationales, à des guerres stupides et inutiles, la seule guerre qui pourrait libérer les exploités de cette région, c'est celle qu'ils auront à mener et à gagner contre l'impérialisme comme contre leurs propres régimes oppresseurs au nom de la lutte internationale des prolétaires.



sent-ils avant d'être assassinés ? L'ampleur des manifestations qui ont suivi l'annonce de la mort du jeune leader noir démontre toutefois que le régime de l'Apar-

theid est déjà ébranlé et à chaque assassinat, la colère de la population fait se relever des centaines d'hommes prêts à remplacer celui qui a été éliminé.

NOUVELLE-CALÉDONIE :

La majorité de la population canaque favorable à l'indépendance

● Les élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie qui se sont déroulées le 11 septembre ont confirmé la volonté d'une grande partie de la population autochtone canaque, de se défaire des liens qui la rattachent au colonialisme français. En effet, ni « les extraordinaires moyens déployés pendant la campagne électorale par les forces de droite », ni les habitudes de fraude électorale en vigueur dans ce TOM n'ont pu empêcher qu'un puissant courant partisan de l'indépendance canaque ne se dégage. Ce courant recueille 35 % des suffrages, 16 % ayant voté pour l'autonomie, et 47 % pour le maintien des liens avec la France.

Ces chiffres gagnent leur signification lorsqu'on sait que 40 % de la population est constitué d'Européens, généralement hostiles à l'indépendance. Autrement dit, la majorité du peuple canaque a la volonté de rompre avec l'Etat colonialiste français.

Et ceci n'a rien d'étonnant de la part d'un peuple que le colonialisme français a cherché à exterminer avant de les parquer dans des « réserves ». Ce n'est qu'en 1951 que la population canaque a obtenu le droit de vote. Alors, ce peuple, dont le sort

n'est pas plus enviable que celui que les Blancs racistes d'Afrique du Sud ont réservé aux Noirs, a exprimé son mécontentement et a revendiqué le droit d'être enfin un peuple libre et maître de son destin. Un soufflet de plus au colonialisme français.

AFRIQUE DU SUD :

Le régime torture et assassine

LE fondateur de l'Organisation des Etudiants sud-africains, Steve Biko, 30 ans, est mort, dans la nuit du 12 au 13 septembre à la prison de Pretoria.

Après plusieurs versions contradictoires, le régime raciste d'Afrique du Sud prétend que le décès est intervenu pendant une

grève de la faim qu'avait commencée le jeune leader noir, le 5 septembre.

C'est un assassinat de plus à l'actif du régime de Vorster. Et si les racistes ne se gênent pas pour tuer un militant très connu comme Steve Biko, qu'en est-il de militants moins connus ? Par quels supplices, quelles tortures pas-

L'Assistance publique refuse de former des aides soignantes

● A la Pitié-Salpêtrière, cent soixante-dix agents hospitaliers, dont une grande proportion d'Antillais, s'étaient inscrits pour suivre les cours de formation d'aides-soignants afin d'obtenir sinon un travail plus intéressant, ce qui est difficile vu le manque général de personnel à l'Assistance publique, mais du moins une paye moins dérisoire.

Ces agents répondaient aux conditions déjà dures — être titulaire avec trois ans d'ancienneté — mais l'administration les convoqua à un examen : seuls quarante élèves seraient retenus à l'école, les autres candidats n'ayant que le faux espoir d'être formés dans d'autres hôpitaux où d'ailleurs le nombre de places est tout aussi limité cette année. Les agents titulaires devaient re-

passer un examen écrit analogue à celui qu'ils avaient dû passer pour être embauchés. Ils devaient ensuite passer un examen oral avec tous les autres candidats. Le peu de sérieux d'un tel examen où l'on pouvait échouer pour n'avoir pas retenu le nom du champion cycliste en 1975, où pour s'être mal exprimé en français en répondant sur ses activités le dimanche, fait dire à la plupart des agents que tout était déjà combiné à l'avance et que les résultats seraient « à la tête du client ». D'ailleurs certains agents qui n'avaient pas été convoqués ont appris, en allant se renseigner, qu'ils avaient été éliminés d'office. Si l'administration avait espéré diviser les agents par son attitude, elle a réussi à les mobiliser pour protester et pour refuser l'arbitraire.

LES PÉRIPIÉTIES DE LA RÉACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN : DES RÉVÉLATEURS DE CE QUE SERA DEMAIN UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

A l'heure où nous écrivons, les partis de gauche s'apprêtent à reprendre à Paris les négociations pour conclure la réactualisation du Programme commun.

Ces négociations avaient été interrompues par le coup d'éclat de Robert Fabre. Ce dernier, estimant irrecevables les propositions du Parti Communiste, avait en effet claqué la porte.

Et pourtant, rien de ce qu'exi-

geait le PCF n'était de nature à réellement effrayer les radicaux de gauche. Quelques mesures sociales, dont un SMIC supérieur de 10 % à celui du PS, quelques nationalisations de plus (en tout 1 % des entreprises, reconnaît Georges Marchais). Robert Fabre, comme les radicaux de gauche savent fort bien que tout cela est très loin de remettre en cause une quelconque « liberté d'entreprise ».

Ce ne sont pas les « exigences » du PCF qui ont motivé l'attitude de Fabre et de ses amis. Les raisons de sa fausse sortie sont basiquement électoralistes. Il s'agit d'affirmer son originalité face à un PS qui, jusqu'à maintenant, a canalisé à son profit la montée de la gauche. Et cette originalité, le mouvement des radicaux de gauche a saisi l'occasion de l'affirmer. En faisant mine de tenir la dragée haute au PC, il a cherché à prouver à ses électeurs qu'il était nécessaire, pour tenir tête au PCF.

Le nombre de voix que chacun recueillera en 1978 comptera en effet dans un éventuel gouvernement de gauche et c'est déjà à cela que pensent les radicaux.

L'attitude du PCF n'a d'ailleurs pas été différente. Les deux mois de polémique contre le PS visaient à faire la démonstration qu'il était le garant indispensable d'une bonne réactualisation du Programme commun et de sa future application.

Mais, même pour les minces mesures sociales que le PCF a été amené à défendre pendant cette période, avec, nous l'avons

vu des préoccupations toutes autres que celles de la défense des intérêts, ouvriers, il a suffi que Fabre tape sur la table pour que Marchais déclare : « Tout est négociable ».

Les péripéties que viennent de traverser les partis de l'Union de la gauche préfigurent ce que sera un futur gouvernement de la gauche. Ce que demande le PCF, ce que prévoit le Programme commun, c'est déjà pas grand-chose, et bien, même cela, du jour au lendemain, les Fabre, Mitterrand peuvent décider que c'est trop et Marchais, comme par le passé, s'inclinera, en prétendant que les concessions sont nécessaires pour sauvegarder l'unité.

Alors, à qui les travailleurs pourraient se fier en France comme aux Antilles, en cas d'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir ? A Mitterrand ? Mais le PCF lui-même ne cesse de répéter qu'il faut s'en méfier. Au PC alors ? Mais il est en train de montrer qu'il s'incline même devant un Fabre. Ne nous berçons pas d'illusions, l'amélioration de notre sort viendra de nos luttes mais pas des promesses de ces gens.



COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adresse
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214

97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doi-
vent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source